



GRAND DEBAT NATIONAL

Rencontres citoyennes de la mairie de Lyon 9^{ème}

Lundi 11 mars 2019

19.00 à 21.30 salle Jean Couty

En préambule :

Cette seconde rencontre citoyenne fait suite à une première soirée, organisée le 26 février 2019, qui a permis à tous ceux qui le souhaitaient d'échanger, sous forme de tables rondes, autour des 4 thèmes proposés par le Président de la République : la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, la démocratie et la citoyenneté, l'organisation de l'État et des services publics.

Un premier compte rendu a été rédigé par la personne en charge de l'animation de la soirée et a été versé au grand débat national. La qualité de la participation citoyenne, comme la richesse des échanges ont incité le Maire du 9^{ème} arrondissement à proposer une seconde rencontre dont l'objectif affiché était de partager le compte rendu réalisé, de poursuivre la réflexion en permettant à chacun des participants d'approfondir la réflexion en s'exprimant sur chacun des thèmes (le format de la première rencontre ne permettant que de travailler sur un seul thème), de compléter par de nouvelles propositions et de mettre en lumière les actions prioritaires qui, selon les participants, doivent être mises en œuvre rapidement

La progression adoptée s'est organisée en plusieurs séquences :

- Un double accueil de la part du Maire du 9^{ème} arrondissement, mais aussi de Gérard COLLOMB, Maire de Lyon ;
- Un rappel par l'animateur de la charte qui cadre l'organisation des débats et qui fixe le cadre d'expression de chacun, comme le cadre d'intervention de l'organisation ;
- Une synthèse présentée par l'animateur et issue du compte rendu réalisé lors de la première session. Il s'agissait de mettre en lumière les principales idées, questions et propositions issues de la précédente rencontre, afin de rafraîchir les esprits et donner des éléments de réflexion aux participants qui n'auraient pas assisté à la soirée du 26 février 2019. Il importe de préciser que les personnes ayant laissé leur coordonnées, ont reçu le compte rendu et que l'ensemble des participants a été informé en amont, que le compte rendu était disponible sur le site de la mairie ;
- Chaque séquence et chaque thème ont été calibrés sur une durée de 30mn et chaque proposition a été notée sur un « post-it » (formulation à chaque fois validée par son auteur) et affichée sur un mur d'expression reprenant chacun des 4 thèmes du grand débat.

Le compte rendu reprend la progression adoptée lors de la rencontre précédente :

- Synthèse générale et transversale ;
- Synthèses par thème : constats et/ou propositions ;

Le présent document sera envoyé à chaque participant, mis à disposition sur le site de la mairie du 9^{ème} et en version papier à l'accueil de celle-ci, transmis au Grand Débat National et il viendra compléter le premier compte rendu ; Ce sont donc plus de 150 personnes (contre 120 lors de la précédente rencontre) qui se sont prêtées à

l'exercice avec une grande courtoisie, respect et liberté de parole. Un grand nombre d'élus sont venus écouter ce que les citoyens participants souhaitaient mettre en exergue lors de cette seconde rencontre, en regard et en complément de ce qui avait été proposé le 26 février 2019.

Monsieur le Maire du 9^{ème} arrondissement a rappelé son attachement aux valeurs républicaines, a souligné la richesse des premiers échanges, leur caractère apaisé, salué l'engagement des volontaires qui se sont associés à la préparation des débats. Il a rappelé que ce travail a fait l'objet d'un compte rendu exhaustif, envoyé à toute personne ayant laissé ses coordonnées, mis en ligne sur le site de la mairie et qui a été envoyé à la Commission National du Débat Public (CNDP).

« Ce second débat, c'est pour aller plus loin, pour faire des propositions. Ce débat, c'est votre débat, il vous appartient. Je serai à l'écoute ; certaines propositions du premier débat m'ont interrogées, m'ont bousculées, et j'ai le sentiment, qu'après vous avoir écouté, un certain nombre de mes représentations doivent aussi évoluer et il faudra sans doute un peu de travail personnel et de distance, pour cheminer. Mais je crois que, pour nous, en tout cas, ce chemin, il est important, nous devons le faire, pour trouver des espaces de rencontre nouveaux et ouvrir de nouveaux possibles ».

Monsieur le Maire demande ensuite à Gérard COLLOMB, élu du 9^{ème} et Maire de Lyon, qui a souhaité être présent, de prendre la parole. Ce dernier, après avoir rappelé son attachement particulier à cet arrondissement, a évoqué la question du cumul des mandats en rappelant que les élus n'avaient pas toujours été des modèles, d'où l'importance d'être là car les sujets débattus sont pour lui essentiels. A la lecture de l'ensemble des réflexions remontées dans « les cahiers citoyens » des mairies, il note à la fois la diversité des points de vue, et dans le même temps les points forts qui surgissent. Sur la question de la transition écologique, dans l'agglomération lyonnaise, les problèmes de mobilité reviennent dans tous les arrondissements. Sans doute que si les débats avaient eu lieu dans une plus petite ville, ils ne se seraient peut-être pas passés comme cela. « On voit bien que le mouvement des gilets jaunes est plutôt un mouvement de la France rurale que de la France urbaine et métropolitaine ». Sur la question de la fiscalité, de la transparence et de l'égalité devant l'impôt, le Maire de Lyon précise que les changements de fiscalité ont été au cours des 20 dernières années, extrêmement importants et qu'on s'y perd un peu. Une constante : l'Etat français s'est un peu plus endetté, avec une dette aujourd'hui de 2 200 milliards d'euros, dette importante qui a quadruplé en quelques années. « Lorsqu'on regarde la dette d'une ville comme Lyon, nous sommes restés constants depuis 2001 ; cela veut dire qu'on peut à la fois faire de grands investissements et en même temps, ne pas endetter une ville ou un pays et si l'état avait été aussi vertueux que le sont un certain nombre de collectivités territoriales, nous n'aurions pas eu ces difficultés ». Il rappelle que les élus ne sont pas dans une posture de débat, mais d'écoute. « Nous allons essayer de faire remonter vos réflexions et j'essaierai de tenir compte de vos remarques, car j'ai vu que quelquefois, elles étaient de portée nationale pour la plupart, mais que aussi certaines étaient locales. En tous cas, merci à vous de participer à ce grand débat ».

L'animateur rappelle ensuite les conditions du grand débat, définies par la charte du grand débat. Il précise la méthode de travail et insiste sur le souhait d'être sur des propositions enrichies, spécifiées dans les attentes qu'elles soulèvent, dans ce que les citoyens veulent voir mis en œuvre rapidement. Il invite ensuite les participants à faire des interventions les plus resserrées possibles pour pouvoir permettre le plus grand nombre d'expressions possibles. Il présente ensuite les éléments clefs, selon lui de la synthèse transversale, en précisant qu'il ne s'agit pas de « tronquer » le compte rendu, mais de proposer une base d'échanges pour rebondir et aller plus loin. Après cette première phase de présentation, les participants ont souhaité réagir :

- Lors du dernier débat, la question des « lanceurs d'alertes » n'aurait pas été évoquée et l'intervenante cite une loi qui pénalise les lanceurs d'alerte et les empêche de faire leur travail ; elle souhaite que ces derniers soient protégés ;
- Un autre intervenant rappelle que dans notre société, il y a deux grands contre-pouvoirs à l'Etat que sont la justice et les médias, et que par cette loi, qui vient d'être instituée, il n'y a plus de contre-pouvoir à la justice ;

- Une autre prise de parole concerne les inégalités sociales et l'intervenant rappelle qu'un rapport du Conseil d'Etat, pointe le sentiment fort d'inégalité que l'on vit encore avec « les écoles » comme les ZEP où on a noté que les enfants devaient payer pour avoir accès à la culture. Il y a donc une catégorie de la population qui n'a pas accès à la culture, parce que trop chère. Il faut donc que l'on rende gratuit l'accès à la culture de tous les élèves, sans distinction d'origine, de classe sociale, à partir du moment où les enfants sont scolarisés.

En réaction à cette prise de parole, l'animateur rappelle que certains sujets n'entrent pas dans les 4 catégories du grand débat, mais que tout peut être évoqué et que bien sûr, on le portera au compte rendu (culture, santé par exemple). De plus à l'issue du temps prévu, toute personne qui le souhaite, pourra compléter les propositions à l'aide de post-it et elles seront intégrées au compte rendu. Il sera aussi possible pour chaque participant d'aller pondérer les propositions qui lui sembleront les plus importantes et le nombre d'itérations sera indiqué pour les propositions concernées.

Synthèse générale et transversale

La première synthèse met en exergue le décalage entre un pouvoir trop centralisé, peu lisible dans ses choix, éloigné des réalités du citoyen, peu enclin à lutter réellement contre les inégalités et injustices sociales et insiste sur la nécessité d'associer efficacement le citoyen à la définition des orientations politiques, à l'application juste de la loi, au contrôle de l'action publique. A l'issue de cette seconde rencontre, les participants valident avec énergie ces premiers constats et attentes, en rappelant l'importance de **renforcer les pouvoirs du parlement**, en y ajoutant **la notion de responsabilité** qui, et c'est une caractéristique importante, concerne tous les acteurs (responsables politiques au premier chef, acteurs économiques ensuite, mais aussi citoyens), un principe et une valeur qui créent des devoirs, des obligations et qui, si ils ne sont pas respectés par les responsables politiques et économiques, doivent conduire à des sanctions. Des éléments et indicateurs sont fortement exprimés dans les échanges sur ce qui semble rester le thème majeur, celui de l'écologie (33 propositions recueillies). **La question de l'information et de l'éducation** constitue un autre élément clef et on le voit aussi à travers des propositions qui existent déjà dans les faits, soit qui sont méconnues ou que les citoyens considèrent comme mal appliquées.

En matière de démocratie et de citoyenneté, c'est bien **le plein exercice de leurs droits**, de leur contribution à un projet politique, que revendiquent les citoyens, qui s'ils ne sont pas des experts, techniciens et autres spécialistes, savent mieux que quiconque ce qui est bien pour eux, même si parfois les corporatismes, au nom d'intérêts particuliers, prennent le pas sur l'intérêt général, ou plus exactement « le bien commun ». Ils remettent moins en cause l'idée d'être représentés, que la manière dont ceux qui les représentent comprennent et exercent le mandat qui leur a été confié. C'est pourquoi émerge une proposition à l'adresse de la Mairie du 9^{ème} : à l'issue du grand débat, que la Mairie propose la mise en place de groupes thématiques qui puissent poursuivre la discussion et l'investigation de sujets importants à l'échelon local. Une autre demande générique de toujours se rappelle **que l'économie est au service des citoyens** et non l'inverse et que dans ce contexte, c'est un principe qui devrait être inscrit dans la constitution .

Les échanges confirment l'importance de **la transition écologique** avec l'idée qu'elle a **un impact sur les autres dimensions (économiques, sociales et environnementales)**. Pour une intervenante, « elle devrait constituer le chapeau de nos réflexions », même si ce sont les questions de démocratie et de citoyenneté qui ont fait l'objet du plus grand nombre de propositions. Force est aussi de constater que la notion de « **société civile agissante** » s'exprime de plus en plus et que les citoyens semblent vouloir **passer d'une participation citoyenne consultative à une participation délibérative**. Le sentiment d'injustice demeure fort et avec un modèle démocratique renouvelé, ce sont sans doute les deux aspects sur lesquels se cristallise le besoin de changement. On peut noter aussi que l'organisation de l'Etat et des services publics croisent souvent les préoccupations liées à la démocratie, à la fiscalité et aux dépenses publiques.

129 propositions ont été recueillies tout au long des échanges. Rappelons que les chiffres mis entre parenthèses sur certaines propositions correspondent à des itérations proposées par certains participants. A défaut d'être représentatifs, ils donnent une tendance.

Transition écologique

La première synthèse insiste sur le fait que des lois existent, mais qu'elles ne sont pas appliquées. Des mesures sont à prendre, là où elles manquent :

- ⇒ **Propositions** : les participants ont souhaité insister et revenir sur des propositions issues de la première rencontre, comme l'inscription des droits de l'environnement dans la constitution, l'idée de donner une personnalité juridique à l'environnement (6), la mise en place d'un tribunal environnemental et la création d'un droit spécifique aussi pour les migrants climatiques.

On retrouve dans les échanges l'expression d'une réelle prise de conscience des enjeux de survie de la planète, de la nécessité pour les uns et les autres (sans exclusion) de passer à l'acte, en mettant l'avenir de la planète, de l'espèce humaine plus particulièrement, au cœur des préoccupations, avant même les questions économiques, et en rappelant que l'économie est au service des humains, et non l'inverse, ce qui permet de rappeler aussi les inégalités sociales dans ce domaine. Certaines personnes n'ont pas les moyens de payer leur loyer, se chauffer, de se nourrir correctement ; alors l'écologie !!!

La pédagogie, la responsabilité et l'action à tous les niveaux constituent le cœur des propositions

✦ Concernant la **protection de l'environnement**

- ⑩ Protection de la biodiversité : soutenir les peuples indigènes comme sentinelles de l'environnement, et signer la convention 169 de l'ONU pour défendre leurs droits (5)
- ⑩ Faire de l'eau douce, une cause, un problème prioritaire et renationaliser la gestion de l'eau (4)
- ⑩ Faire de la protection des insectes une cause nationale et l'élargir à d'autres espèces, comme les abeilles (6)
- ⑩ Face à l'urgence climatique, instaurer des chantiers participatifs à l'échelle nationale, pour permettre à tous les acteurs (particuliers, associations, acteurs institutionnels, entreprises, chercheurs, etc.), de travailler ensemble et mutualiser les compétences (8)
- ⑩ Mettre en place des groupes thématiques pour retravailler les questions écologiques et poursuivre le débat (5)
- ⑩ Augmenter la part des espaces naturels à protéger. Protéger les grands prédateurs (les loups, les ours) ;

✦ En matière de **pollution et concernant les entreprises**

- ⑩ Systématiser le concept de pollueur/payeur
- ⑩ Mettre en place la notion de « crime écocide »
- ⑩ Faire payer les entreprises polluantes dès le début de la dépollution d'un site, de telle manière à mobiliser des fonds dans le cas où ces dernières feraient faillite (7)
- ⑩ Les entreprises sont au service du collectif, plutôt que d'intérêts strictement privés : droit à l'Etat de mettre sous tutelle une entreprise qui ne serait pas conforme à ce principe
- ⑩ Sensibiliser les entreprises à la gestion des déchets pour améliorer le Développement Durable (7)
- ⑩ Stopper les pesticides, faire payer à Bayer & Co (et d'autres bien évidemment) le coût écologique des dégâts dus à leurs produits (3)
- ⑩ Permettre la rétroactivité des amendes, et si l'entreprise n'est pas solvable, elle devra dépolluer elle-même
- ⑩ Ne pas négliger l'impact des ondes (3G, 4G et 5G), mettre en place une étude d'impacts de leurs conséquences sur les animaux et les humains (6)

✦ **Responsabilité citoyenne**

- ⑩ Produire, consommer moins (6), mais mieux, dans le respect de l'environnement (déconsommation – décroissance) (5)
- ⑩ En matière de développement durable, permettre de mesurer l'empreinte écologique des foyers dans un but éducatif. Lancer une expérimentation (4)
- ⑩ Lancer des chantiers participatifs d'équipes pluridisciplinaires (comme il existe des budgets participatifs) qui permettent de contribuer à l'effort national de rénovation énergétique, de traitement des logements, d'emploi, en s'appuyant sur les compétences des uns et des autres. Importance de regrouper les dispositifs et les moyens existants pour éviter le gaspillage d'énergie humaine et financière.

✦ **Instituer une éducation à l'écologie, pour tous les âges**

- ⑩ Multiplier les formations au tri, organiser chaque année une journée de sensibilisation pour tous, du petit âge au grand âge, afin d'expliquer comment on trie les déchets (4)
- ⑩ Créer une option écologie dans les cursus scolaires, dès le primaire. Rôle important des enseignants (7)
- ⑩ Former les jeunes à l'écologie dans sa dimension environnementale, mais aussi scientifique, pour sensibiliser aussi les adultes plus âgés, les futurs responsables et dirigeants qu'ils pourront devenir (6)

✦ **Lutter contre l'obsolescence programmée** : mener des actions auprès des entreprises pour allonger la durée de vie des produits et favoriser les lieux où l'on peut réparer ses produits (6)

✦ Lutter contre la dictature des fabricants, en particulier dans le domaine du numérique, qui imposent des produits non compatibles

✦ Permettre au citoyen de pouvoir demander réparation, sanctionner pénalement l'obsolescence des produits, et donner plus de pouvoir juridique aux associations et citoyens pour dans ce sens et pour favoriser la durabilité des produits (3)

✦ **Consommation alimentaire**

- ⑩ Favoriser le local pour diminuer l'empreinte écologique et développer les circuits courts (5)
- ⑩ Supprimer la TVA sur les produits alimentaires de proximité pour inciter les gens à consommer localement
- ⑩ Le recyclage, c'est bien, mais l'enjeu c'est de consommer moins en matière alimentaire, mais aussi de manière globale

✦ **En matière de logement**

- ⑩ Accélérer l'isolation des bâtiments. Sortir des énergies fossiles et supprimer l'utilisation du fioul et du gaz à échéance de 20 ans (2)
- ⑩ Proposer une prime à la casse pour les anciennes installations
- ⑩ Pour les nouveaux logements, supprimer les énergies fossiles, favoriser l'électrique et les pompes à chaleur, mettre des panneaux solaires lors de la construction, que ce soit pour des immeubles ou des maisons individuelles (3)
- ⑩ Installer une double canalisation pour récupérer les eaux de pluie (déjà évoquée le 26 février)
- ⑩ À l'échelon de la Métropole Lyonnaise, il faut que toute opération de ravalement de façade soit systématiquement (obligatoirement) associée à une amélioration de

l'isolation, avec comme objectif d'avoir des bâtiments à énergie neutre en mégawatts (3)

- ⑩ Aider les personnes qui ont des difficultés à payer leur loyer par une prise en charge des questions liées au chauffage, à l'isolation, etc.

✦ *En matière de **recyclage***

- ⑩ Développer le concept de lombricomposteur, à utiliser pour valoriser les déchets organiques locaux et fertiliser les terres
- ⑩ Aider les associations à agir en complément des services de l'Etat (8)
- ⑩ Double canalisation pour récupérer les eaux fluviales (6)

✦ *Concernant **la transition énergétique***

- ⑩ Développer le scénario Négawatt, qui travaille sur 3 dimensions : sobriété, efficacité et énergies renouvelables
- ⑩ Abandonner le nucléaire et les énergies fossiles d'ici 2050 (2)

✦ ***Déplacements***

- ⑩ Maintenir la limitation de vitesse à 80 km/h partout
- ⑩ Lutter contre les lobbies automobiles
- ⑩ Remettre en vigueur l'écotaxe (9)
- ⑩ Revasculariser le transport ferroviaire dans les zones rurales (transport de personnes mais aussi fret) et les petites communes. Renationaliser la SNCF (7)

- ✚ **Démocratie et citoyenneté:** les propositions faites tendent à trouver les conditions de répondre à la défiance des citoyens face aux institutions et aux politiques (sujets déjà évoqués dans la première rencontre), en créant les conditions de **la transparence**, d'un **engagement clair** par **plus de lisibilité, de traçabilité et de contrôle** (dixit, la prise en compte des propositions de la Cour des Comptes dont les participants veulent renforcer le pouvoir). Ce sont des sujets qui mobilisent aussi fortement avec 40 propositions. Ce sont aussi les conditions multiples **de prise en compte de la parole citoyenne** qui sont souhaitées par les participants afin de répondre à ce sentiment d'exclusion fortement ressenti, comme si le vote, à un moment donné, valait pour délégation totale tout au long d'un mandat. Non, les citoyens semblent dire qu'ils (elles) veulent être acteurs(trices) tout au long d'un mandat et qu'il importe de **les aider**, de **les accompagner** à jouer leur rôle à part entière, dans un processus démocratique complexe : **clarification, transparence, pédagogie, accompagnement et contrôle démocratique**, plus que simple délégation et transfert de décisions, doivent être au cœur de la collaboration entre la société civile et les institutions représentatives.

⇒ **Propositions :**

✚ **Démocratie**

- ⑩ Prendre en compte le vote blanc (8)
- ⑩ Rendre le vote obligatoire, mais en mettant en place des modalités qui permettent à tous de voter (personnes âgées en EHPAD, personnes atteintes d'un handicap, etc.), car sinon ces citoyens seraient frappés d'une double peine
- ⑩ Réformer les modalités de vote par plus de possibilités pour tous : exemple du vote électronique (mais à surveiller, danger), instaurer le vote numérique pour limiter l'abstention, diversifier les lieux où l'on puisse voter (exemple des gares au Pays Bas)
- ⑩ Désynchroniser les différents temps de vote : élection présidentielle/élection législative, pour éviter les effets de « mimétisme » et favoriser les contrepouvoirs, faire un référendum sur ce sujet (2)
- ⑩ Refaire des élections à mi-mandat (modèle américain)
- ⑩ Elections présidentielles et législatives le même jour, pour rééquilibrer les pouvoirs, les députés étant élus sur leur nom, leurs actions et non leur étiquette
- ⑩ Maintenir le bicamérisme et mieux faire connaître la place, le rôle et les missions du Sénat. Quant aux questions liées au coût de l'institution, peut-être s'interroger aussi sur le statut « extravagant » des salariés qui auraient des situations « mirobolantes »
- ⑩ Réformer le mode de scrutin présidentiel, pour avoir un président plus représentatif du choix des français : voir de nouveaux modes de scrutin, exemple de systèmes de vote pondérés, modes de scrutin où l'on noterait les candidats et où celui qui serait élu aurait recueilli le plus d'avis favorables
- ⑩ Comme on favorise la parité, proposition d'une meilleure représentation des catégories socioprofessionnelles, avec des quotas de représentativité de la population chez les élus et dans le gouvernement (l'idée étant que les catégories les plus nombreuses soient mieux représentées)
- ⑩ Demander aux partis politiques et aux élus de « prêter serment » sur le respect de la constitution pour rester dans un cadre républicain, ce qui n'est pas le cas de certains partis, selon l'intervenant
- ⑩ Sanctuariser dans la constitution des lois, comme l'abolition de la peine de mort, des dispositifs comme la sécurité sociale, pour se prémunir de toute dérive (3)
- ⑩ Simplifier les niveaux territoriaux de relation avec l'état (communes, départements et Etat) et leur donner les moyens financiers de mise en œuvre des politiques intermédiaires
- ⑩ Protection des lanceurs d'alerte devant la loi face aux secrets des affaires (8)

✦ **Participation citoyenne**

- ⑩ Permettre aux personnes de nationalité étrangère, mais avec des cartes de séjours, de participer aux élections locales. Faciliter la naturalisation (2)
- ⑩ Introduire le **droit d'amendement citoyen** et permettre à un collectif de le porter à l'Assemblée Nationale par le biais du député (5). Dès qu'on mobilise assez de français (pétitions), la demande doit être prise en compte, étudiée et transmise à l'Assemblée
- ⑩ Favoriser la participation citoyenne en apprenant vraiment, dès le lycée, le fonctionnement des institutions et de la constitution française (4)
- ⑩ Instaurer un « jour civique » chaque année où le citoyen participerait aux travaux et au fonctionnement d'une instance locale (mairie, commissions) pour en connaître les mécanismes et les contraintes (2)
- ⑩ L'Etat pourrait plus favoriser les débats publics, les forums citoyens, les saisines citoyennes, en proposant des thèmes régulièrement (toutes les semaines, par exemple) lancés sur la place publique et ouverts à toutes et à tous (2)
- ⑩ Mettre en place des « agences territoriales de la citoyenneté », pour expliquer les droits et devoirs du citoyen à l'échelle territoriale, recevoir les plaintes et lutter contre les injustices. Ces plaintes seraient étudiées par le maire à l'échelle locale, par le préfet à l'échelle de la région (pour désengorger les tribunaux). Ces agences regrouperaient toutes les micros agences et services qui traitent de ces sujets, comme les maisons du droit, les maisons de la citoyenneté par exemple
- ⑩ Mise en place des référendums d'initiative citoyenne (RIC)
- ⑩ Développement des budgets participatifs pour donner aux citoyens les moyens de l'action
- ⑩ Les travailleurs sociaux sont des relais d'expression de publics en difficulté, souvent exclus, il faut augmenter le nombre de travailleurs sociaux (3). Le mouvement des gilets jaunes met en lumière la souffrance des individus au-delà des murs, des bureaux et lieux d'intervention des travailleurs sociaux
- ⑩ Instaurer un service civique tout au long de la vie

✦ **Responsabilité des élus et organisation des institutions**

- ⑩ Rendre obligatoire la présence à l'Assemblée Nationale des député(e)s ou tout au moins exiger un quota minimum de présents (5)
- ⑩ Des élus fortement rémunérés (7000€ à minima), déconnectés de la réalité, avec beaucoup d'avantages et peu de travail. Les valeurs qu'ils incarnent pour les français sont déconnectés des vraies préoccupations de ces derniers
- ⑩ Pour un autre intervenant, la majorité des parlementaires font leur travail, mais le gouvernement n'en tient pas compte : exemple pris de la commission Bartolone en 2011, sur les prêts toxiques : le gouvernement n'a pas suivi leur avis
- ⑩ Revoir l'organisation de l'Assemblée pour ne pas surcharger leur activité (éviter les hémicycles à 20 personnes la nuit) et prendre en compte plus réellement le travail des commissions parlementaires, leur donner plus de pouvoir. Revoir le fonctionnement de l'Assemblée en termes de temps de débats, cadrer les travaux sur 3 jours pour favoriser plus de présence des député(e)s sur le terrain (3)
- ⑩ Prendre plus en compte et donner un pouvoir réel à la Cour des Comptes
- ⑩ Ne pas diminuer le nombre de parlementaires pour ne pas les surcharger de travail
- ⑩ Assujettir les élus à la notion de mandat impératif (Le mandat impératif est le pouvoir délégué à une organisation ou un individu élu en vue de mener une action définie dans la durée et dans la tâche, selon des modalités précises auxquelles il ne peut déroger. Il s'oppose au mandat représentatif). Pouvoir les révoquer en cours de mandat, s'ils ne tiennent pas leurs engagements (2)
- ⑩ Obliger les députés (les élus en général ?) à venir régulièrement devant leurs électeurs, présenter un bilan de leurs actions en regard de leurs programmes

- ⑩ Moins de charges pour les Maires afin d'éviter les démissions (débat autour du nombre de communes ?)
- ⑩ Plus de décentralisation au niveau des territoires. Exemple des délégués cantonaux, des maires, à qui on pourrait affecter des moyens – financer la subsidiarité des échelons intermédiaires, des échelons bas
- ⑩ S'engager à plus de transparence des politiques, plus d'authenticité, plus d'éthique, moins de manipulation en termes de communication
- ⑩ Transparence aussi dans la pratique des élus (notes de frais, lobbies, actions). C'est important pour que le citoyen ait confiance en la démocratie (4)
- ⑩ Créer un statut de l'élu qui serait le même que celui des fonctionnaires (rémunération, retraite primes...)

✦ ***Démocratie dans l'entreprise***

- ⑩ Faire que chaque salarié soit un actionnaire de l'entreprise : un homme, une voix (4)
- ⑩ Etablir une taxe contre le stress dans les entreprises et dont l'entreprise serait à l'origine (4)
- ⑩ Former la jeunesse à la solidarité et lutter contre l'esprit de compétition (2)
- ⑩ Quid de la culture : c'est elle qui fluidifie, c'est l'art qui amène à la compréhension, c'est le savoir qui augmente la transparence ; pourquoi si peu de jeunes ?
- ⑩ Obliger par tous les moyens (vidéosurveillance, amendes dissuasives) les 2 roues à respecter le code de la route et ne pas passer vers les piétons, sur les trottoirs
- ⑩ Rendre le matériel informatique compatible, entre formats, connexions, etc.

Organisation de l'Etat et des services publics : Des services publics présents, dotés de moyens suffisants, pour un état plus juste, au service des citoyens, apparaissent comme une clef qui donne sens et incarne l'idée même de la République. Ce n'est sans doute pas un hasard si les questions de la justice et de la santé (non-inscrits dans les thèmes du grand débat) reviennent dans les questionnements et demandes sur ce que doit être le rôle, le sens de l'Etat dans ses missions régaliennes. La multiplication des strates et niveaux de décisions est remise en question : rapprocher le citoyen de l'Etat, favoriser la proximité, peut être perçu comme l'expression d'un besoin de décentralisation. Des services publics proches, simples, qui favorisent la relation, pour aider le citoyen face à la complexité, l'incertitude, impliquent un renforcement des moyens humains, un maillage du territoire qui n'oublie personne et qui rétablit l'équilibre entre la ville et la campagne. 26 propositions pour mieux d'Etat et de services publics.

⇒ **Propositions :**

✦ **Organisation de l'Etat, pour mieux d'Etat**

- ⑩ S'inspirer de la Métropole de Lyon et de son système de guichet unique, une organisation à mettre en place sur le plan national
- ⑩ Avis contraire, la Métropole a créé une scission entre le centre, la périphérie, et le monde rural et plus généralement, c'est de cette scission qu'est parti le mouvement des gilets jaunes selon plusieurs interventions

✦ **Sur l'institution juridique**

- ⑩ Une justice moins dépendante de l'Etat et de son ministère, une justice qui juge et pénalise les fautes
- ⑩ Ramener le pouvoir des juges dans le « droit chemin » et que ceux-ci soient sanctionnés, comme tout citoyen, dans leurs rémunérations et leur avancement, en cas de manquement à leurs devoirs (exemple l'affaire du juge Lambert)
- ⑩ Il fallait mettre le thème de la justice dans le grand débat, comme d'ailleurs le thème de la santé

✦ **Les services publics**

- ⑩ Pôle Emploi qui soutienne plus les démarches de mise en relations employeur/demandeur, qui favorise et accompagne les initiatives privées en considérant qu'elles participent aussi du retour à l'emploi et qu'elles ne sont pas marginales, par rapport à sa mission de service public
- ⑩ La question du non recours au droit avec une proposition simple et efficace : toute ouverture à un droit spécifique, vaut ouverture aux autres droits en lien avec la situation de la personne : ce non recours au droits, s'expliquant, du point de vue des participants, par des craintes, méconnaissance et manque d'informations, du fait du cloisonnement des services qui agissent insuffisamment de manière complémentaire et coordonnée
- ⑩ La simplification administrative doit favoriser l'accès aux droits sociaux sans démarche lourde, sans être obligé de passer d'un service à un autre (2) (exemples de l'organisation du système d'attribution de bourses pour les étudiants qui doivent fournir tous les mêmes documents à chaque demande)
- ⑩ Faire travailler de concert la CAF et la CPAM pour éviter des demandes multiples aux usagers et accélérer le versement des allocations
- ⑩ La reconnaissance du monde associatif comme acteur des services publics dans les quartiers, la nécessité de le subventionner, et de donner des statuts particuliers aux personnes qui viennent y travailler, même si pour l'intervenant, les contrats aidés ne sont pas l'idéal
- ⑩ Redynamiser le service public, c'est plus de fonctionnaires (c'est bien de mettre plus de matériel informatique), mais les fonctionnaires, ce sont des salariés qui font vivre leurs familles, qui sont des acteurs économiques. Pour le citoyen, c'est mieux de parler de son problème à une personne qu'à un écran. Donc plus de fonctionnaires de proximité, si l'on veut recréer du service

public, ils doivent être plus nombreux, et en particulier à la base pour répondre aux besoins de proximité (7)

- ⑩ un enjeu majeur, en particulier pour les zones rurales : il faut réintégrer tous les services publics : gare, écoles, services médicaux, petits commerces de proximité, dans un rayon de moins de 20 kilomètres du lieu de vie
- ⑩ Une rationalisation et un contrôle de l'usage des fonds publics pour s'assurer qu'ils sont bien utilisés pour ce sur quoi ils ont été alloués et leur bon usage, d'où la nécessité de plus de fonctionnaires en CDI, pas des intérimaires ou des sociétés privées (risque de manipulation)
- ⑩ La redynamisation des territoires : des collectivités qui prennent en charge et favorisent les commerces ambulants, des systèmes de services itinérants (exemple des bibliobus)
- ⑩ La question des mobilités et des déplacements en milieu rural pensés comme un service public (services ferroviaires à moins de 20 kms où qu'on soit) (3)
- ⑩ Favoriser le ferroviaire au détriment des routiers (qui font une concurrence déloyale au chemin de fer)
- ⑩ Une SNCF qui soit dirigée par de vrais cheminots (fonctionnaires du service public) et non des gestionnaires qui pensent qu'on « fait rouler des trains comme on vend des paquets de lessive » (2)
- ⑩ Sur les questions de santé, le problème des déserts médicaux est souligné, avec la nécessité de mettre en place des centres médicaux dans les petites communes pour satisfaire les besoins de base, sans avoir à faire trop de kilomètres
- ⑩ La suppression du numérus clausus pour les médecins (5)
- ⑩ Reconnaître plus les médecines alternatives, plus préventives et pas rivales de la médecine traditionnelle, et qui font faire des économies à la sécurité sociale
- ⑩ Mettre en place une taxe au stress, surtout dans les entreprises, car c'est la cause de bien des maux. Sanctionner plus fortement toute forme de pression et de harcèlement.
- ⑩ Comment ne pas entendre le personnel hospitalier, les travailleurs sociaux, les médecins, les techniciens qui sonnent l'alarme sur leurs conditions de travail. Il faut prioriser les questions de santé, la question de notre belle sécurité sociale.
- ⑩ Une attention particulière aux victimes de violences conjugales, la nécessité de former les policiers, de reconnaître et soutenir les associations dans leurs actions (5)

✦ **Organisation des territoires**

- ⑩ Privilégier les logiques de proximité des citoyens et sortir d'une approche pyramidale d'organisation des collectivités territoriales (3)
- ⑩ Revoir l'organisation territoriale autour de la commune, du bassin de vie, voire du département, puis de l'Etat. Remise en question de l'intérêt des grandes régions : un seul échelon entre la commune et l'Etat pour d'autres
- ⑩ Maintenir la commune comme unité de base d'un territoire (c'est la richesse et la diversité de la France), éviter les fusions et porter un intérêt particulier aux villes moyennes, en regard des grandes agglomérations
- ⑩ Avis contraire : relancer la fusion des communes pour plus de moyens et d'efficacité dans leurs actions ?

✦ **Cohésion nationale**

- ⑩ Constat : la complexité amène à des postures permanentes de réflexions très cérébrales : « trop d'énergie dans la tête ». Le cœur et le corps souffrent de cela (crise des gilets jaunes, symptomatique) – la proposition : mettre en place un temps de méditation nationale, tous les mercredis à 11H00, instant d'unité et de cohésion nationale. On ferme les yeux et on se connecte à ses proches, ses amis, pendant 5 minutes.

Fiscalité et les dépenses publiques: C'est sans aucun doute la question de la **justice fiscale** qui a mobilisé le plus les participants et qui catalyse le sentiment d'injustice et d'inégalité déjà fortement exprimé dans le précédent débat. Viennent ensuite les dépenses de l'Etat sur lesquelles les citoyens appellent à la rigueur et à plus d'équité, en regard des privilèges perçus, des rémunérations et avantages des responsables politiques. La lutte contre l'évasion fiscale, et la recherche de nouvelles recettes, viennent compléter les 31 propositions des participants.

⇒ **Propositions :**

✦ **Recettes et optimisation fiscale**

- ⑩ Renforcer le contrôle des entreprises
- ⑩ Dans une logique citoyenne, « ne pas former les étudiants à l'optimisation fiscale ». Mettre en place une institution fiscale qui contrôle ces logiques d'optimisation.
- ⑩ Améliorer, optimiser le rôle de l'Etat actionnaire. Eviter de privatiser des secteurs qui peuvent procurer des recettes à l'Etat (sociétés de gestion des autoroutes par exemple).
- ⑩ Créer une monnaie alternative
- ⑩ Remettre en place l'Eco tax

✦ **Evasion fiscale**

- ⑩ Structurer des lois plus dissuasives sur l'évasion fiscale. Sanctionner pour financer le service public (9)
- ⑩ Evasion fiscale supérieure à 80 milliards d'euros – 100 000 contrôleurs x 8000€/ mois = 800 millions d'euros, soit 0,8 milliard d'euros, donc un solde d'évasion fiscale de 79,2 milliards d'euros !! « On prend le pognon là où il est !! (13)

✦ **Justice fiscale**

- ⑩ Ne plus calculer le montant des bourses attribuées aux étudiants en fonction des revenus des parents : injuste pour ceux qui vivent une rupture familiale.
- ⑩ Revoir le montant de ces bourses : 350 €/mois, très insuffisant.
- ⑩ Proposer un revenu universel de 750€ par mois, à partir de 18 ans, pour tout citoyen français, afin de limiter « cette course à l'argent », cause basique des problèmes que l'on connaît aujourd'hui. Trouver l'argent en taxant drastiquement les pollueurs, aller chercher l'argent dans les paradis fiscaux (4)
- ⑩ Baisser le prix de l'électricité pour pouvoir se chauffer. Principe d'égalité des citoyens devant des besoins de bases, un service minimum auquel tout le monde a droit.
- ⑩ Difficile de baisser la TVA en dessous de 5%, car le taux est fixé par la commission européenne
- ⑩ Supprimer la TVA sur l'électricité
- ⑩ Fiscaliser les français et les entreprises françaises installés à l'étranger qui bénéficient de systèmes fiscaux avantageux à l'étranger et viennent se soigner chez nous, ce qui est une injustice inacceptable ((5)
- ⑩ Supprimer les salaires à vie des présidents de la République et retour à un salaire de base quand ils ne sont plus en exercice. Idem pour les ministres (2)
- ⑩ Publication des notes de frais des parlementaires et autres élus, pour plus de transparence (3)
- ⑩ Donner la possibilité de flécher une partie de la contribution fiscale vers les entreprises vertueuses en matière environnementale et sociale
- ⑩ Lutter contre la fraude sociale et utiliser le rapport de Nathalie GOULET qui l'estime à 14 milliards d'euros ? (5)
- ⑩ Les amendes fiscales, suite aux infractions routières, doivent être proportionnelles aux revenus des fautifs

- ⑩ Pour l'électricité, l'eau, le téléphone : supprimer les abonnements et les frais de dossier pour ne payer que les consommations, en renationalisant ces services publics (2)
- ⑩ Les PME paient plus de 30 % d'impôts alors que les grosses firmes n'en paient pratiquement pas : il faut inverser le chiffre
- ⑩ Un poison mortel : l'inégalité des revenus : augmenter les revenus minimums et diminuer les hauts revenus par une remise en place de l'ISF, ou une forme d'ISF et/ou une tranche supplémentaire d'impôts sur le revenu ;
- ⑩ Sortir la CSG du revenu imposable (double peine)
- ⑩ Seuil de 2000 euros par mois pour ne pas être imposable, seuil pénalisant dans une déclaration commune homme/femme

✦ **Les dépenses et recettes de l'Etat**

- ⑩ Plus de transparence sur les revenus de l'Etat
- ⑩ Travail d'analyse et de contrôle tous les 5 ans, ministère par ministère (recettes- TVA – impôts sur le revenu -CSG, etc.). On voit qui est « ponctionné » et pareil pour la sécurité sociale.
- ⑩ Créer un espace d'information, un lieu ressources, qui permettent de suivre les dépenses de l'Etat.
- ⑩ Renationalisation des services publics privatisés (autoroutes – EDF – SNCF, etc.) qui génèrent des recettes importantes pour l'Etat. Plus de transparence et d'informations sur la pertinence de ces options.
- ⑩ Pour revaloriser le pouvoir d'achat, sans baisser les revenus de l'Etat, baisser le coût exorbitant de l'immobilier qui coûte très cher en impôts et taxes réunis, rétablir la loi de 1948 sur la régulation des loyers
- ⑩ Engager une lutte massive contre le gaspillage (le continent de plastique qui remplace peu à peu l'océan pacifique) (2)

✦ **La dette**

- ⑩ De quoi est-elle constituée ? Ne faudrait-il pas en sortir certains investissements ? Quel est le montant des agios payés par la France ?
Est-ce que la création de la monnaie crée de l'inflation ? On peut créer de la monnaie pour donner 750 € de revenu universel.

✦ **Sur la question du travail et de la fiscalité**

- ⑩ Importance, en regard des préoccupations, de bien prendre en compte le fait que le travail humain est de moins en moins nécessaire du fait de l'évolution des technologies. La plupart des pays baissent la fiscalité des entreprises et même les individus les plus fortunés au nom de la compétitivité et l'attractivité des territoires. Ce qui fait que les Etats baissent leurs ressources et qu'il va y avoir de plus en plus de gens à aider, du fait qu'il y a moins de travail à cause des nouvelles technologies. Pas de proposition si ce n'est la nécessité d'en prendre conscience. Baisser les dépenses, c'est faire des coupes dans les services publics. En s'obstinant dans ces politiques, on rend le monde de plus en plus dur.

En forme de conclusions partielles

Monsieur le Maire du 9^{ème} arrondissement :

- Remerciements aux participants pour leur implication, leurs expressions riches et diversifiées, pour les propositions qui seront portées à la CNDP. Un compte rendu sera diffusé avec des travaux qui pourront faire l'objet de suites
- Remerciements aux services de la mairie

Monsieur le Maire de Lyon :

- « Sur le premier thème, beaucoup de gens pensent que le réchauffement climatique est un enjeu essentiel. C'est vrai pour les citoyens, mais aussi pour les entreprises qui par exemple à travers le salon POLLUTEC, travaillent de plus en plus sur ce problème et essayent d'inventer des solutions. Gérard COLLOMB prend l'exemple de cet avion qui a fait le tour du monde sans énergie fossile et précise que les produits ont été inventés chez SOLVAY à Lyon. Cela ouvre des possibilités nouvelles et un certain nombre de groupes réfléchissent à la façon de combattre ce réchauffement climatique.
- Sur le second thème, l'organisation administrative de la France, on doit avoir une organisation différente suivant les territoires. Sur le nombre de communes, on ne peut pas comparer des zones à forte démographie comme la métropole de Lyon et des zones à faible démographie. Sur les 36 000 communes, 80 % ont moins de 500 habitants et sont réparties dans 7 départements. On ne peut pas avoir le même type d'organisation partout : quelque fois, il faut que ce soit des métropoles, quelque fois, il faut que ce soit le département qui aient le maximum de compétences et le pouvoir pour organiser la vie sociale et économique. Il faut donc des organisations différentes.
- Sur les sujets de fiscalité : l'impôt sur le revenu rapporte 70 Milliards d'Euros, l'impôt sur les sociétés 41 milliards, l'impôt sur les carburants 23 milliards, la TVA 129 milliards, et la CSG 99,4 milliards. Alors par rapport aux 2 200 milliards de la dette, aujourd'hui, c'est encore supportable. Cette année, la charge de la dette, c'est 46 milliards, soit le second poste de dépenses de l'Etat (on voit ce que cela représente). Il convient d'avoir cela présent à l'esprit, parce qu'autrement nous allons reporter sur les autres générations la charge de la dette. Elle est aujourd'hui supportable, tout simplement parce que la banque centrale européenne, pour relancer l'économie, prête à des taux négatifs, mais si demain, elle ne prête plus à des taux négatifs, et il y a quelques mois encore, on pensait qu'elle allait durcir le crédit, à ce moment-là, la charge de la dette peut-être multipliée par deux ou par trois, extrêmement rapidement. Donc il faut faire attention à ce que nous faisons.

Le Maire de Lyon remercie les participants pour ce débat extrêmement important et précise que c'est bien que chacun puisse venir dire son sentiment sur l'état de la France.

Fait à Lyon, le 18 mars 2019
Maxence Cossalter
Claude Costechareyre